

Des familles qui viennent d'arriver attendent patiemment devant le centre d'accueil du camp de réfugiés de Dagahaley (Kenya).

| FAITS MARQUANTS |

- En 2011, le HCR a répondu à des situations d'urgence de grande ampleur, touchant des milliers de réfugiés et de déplacés internes qui fuyaient les troubles post-électoraux en Côte d'Ivoire, la violence et la famine en Somalie et des affrontements armés dans les zones litigieuses revendiquées par le Soudan et le Soudan du Sud.

- En Somalie, plus d'1,36 million de personnes étaient déplacés internes, dont bon nombre avaient dû fuir plus d'une fois. Le HCR a distribué quelque 70 000 colis de secours contenant des ustensiles de cuisine, des tapis de couchage et des bâches en plastique, ainsi que des pastilles de purification d'eau, au bénéfice de plus de 400 000 personnes relevant de sa compétence à Mogadiscio et dans le Sud de la Somalie. Le suivi assuré après la distribution a indiqué que plus de 96 pour cent des articles étaient parvenus aux personnes auxquelles ils étaient destinés.

- Quelque 236 000 réfugiés ont regagné leur pays, dont 14 000 réfugiés rapatriés en République démocratique du Congo (RDC) depuis des pays voisins. Près de 8 500 réfugiés rwandais ont pris le chemin du retour au cours de l'année, tout comme plus de 4 000 Burundais. Quelque 1 300 Mauritanais réfugiés au Sénégal sont rentrés dans leur pays, ce qui a porté à 22 000 le

nombre total de réfugiés rapatriés depuis le lancement du programme en 2008. Environ 1,7 million de déplacés internes ont regagné leur lieu d'origine, notamment en Côte d'Ivoire, en RDC et au Soudan.

- Le HCR a accéléré l'application des stratégies globales destinées à mettre un terme à la situation d'exil prolongée des réfugiés angolais, libériens et rwandais. Au titre de ces stratégies, le statut de réfugié dont bénéficient les Angolais et les Libériens doit prendre fin au 30 juin 2012 et le statut de réfugié des Rwandais d'ici au 30 juin 2013.

- Quelque 22 000 demandes de réinstallation ont été soumises pour des personnes réfugiées en Afrique, pour la plupart de nationalité somalienne, congolaise, éthiopienne et érythréenne. On a dénombré 10 200 départs, en majorité à destination des États-Unis, de l'Australie, de la Suède et du Canada.

- Au cours de l'année, 107 000 demandes d'asile individuelles ont été déposées en Afrique du Sud. En dépit d'une diminution sensible par rapport à 2010, le nombre de demandes d'asile individuelles reçues en Afrique du Sud en 2011 est demeuré le plus important du monde.



AERIQUÉ

| Environnement opérationnel |

En 2011, l'environnement opérationnel du HCR sur le continent africain a été dominé par des situations d'urgence humanitaires. Le nombre de personnes relevant de sa compétence en Afrique subsaharienne a nettement augmenté, passant d'un peu plus de 10 millions en janvier 2011 à plus de 12 millions à la fin de l'année. Cette hausse est essentiellement due aux déplacements des réfugiés qui ont fui la Côte d'Ivoire, le Soudan et la Somalie. À la suite de ces exodes, l'Afrique comptait au total près de 2,7 millions de réfugiés, dont près de 100 000 nouveaux réfugiés soudanais en Éthiopie occidentale et au Soudan du Sud et plus de 700 000 réfugiés somaliens. Le nombre de déplacés internes a atteint près de 6,7 millions, contre 6,2 millions en 2010, en dépit d'un nombre important de retours.

L'impasse politique et les violences qui ont succédé aux élections de la fin de l'année 2010 en Côte d'Ivoire ont forcé environ 250 000 Ivoiriens à s'enfuir dans des pays voisins. Le Ghana, la Guinée, le Libéria et le Togo leur ont accordé d'emblée (*prima facie*) le statut de réfugié, alors que le HCR montait une opération pour assurer la protection et l'accès aux services essentiels. Le Libéria est le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés ; ceci a posé des problèmes supplémentaires de mise en oeuvre, de coordination et d'ordre opérationnel au HCR et aux autres organisations humanitaires qui, à cette époque, avaient réduit leur présence et leurs moyens opérationnels dans le pays suite à la réorientation des programmes sur le développement et la consolidation de la paix. Le Haut Commissariat a donc remonté son programme en faveur des réfugiés dans ce nouvel environnement interorganisations ; les enseignements précieux tirés de cette expérience ont été appliqués dans d'autres situations d'urgence survenant à travers la région.

Dans les sept pays limitrophes du Soudan, le HCR a coordonné la planification de mesures d'urgence avec les autorités nationales et d'autres partenaires pour parer à une éventuelle crise humanitaire provoquée par l'indépendance du Soudan du Sud. Quelque 360 000 Soudanais du Sud vivant à Khartoum et dans d'autres régions du nord du Soudan sont rentrés dans leur pays entre le mois d'octobre 2010 et le mois de décembre 2011. Les violences qui ont éclaté au deuxième semestre 2011 dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu ont jusqu'à présent provoqué l'exode de près de 100 000 réfugiés en Éthiopie occidentale et au Soudan du Sud.

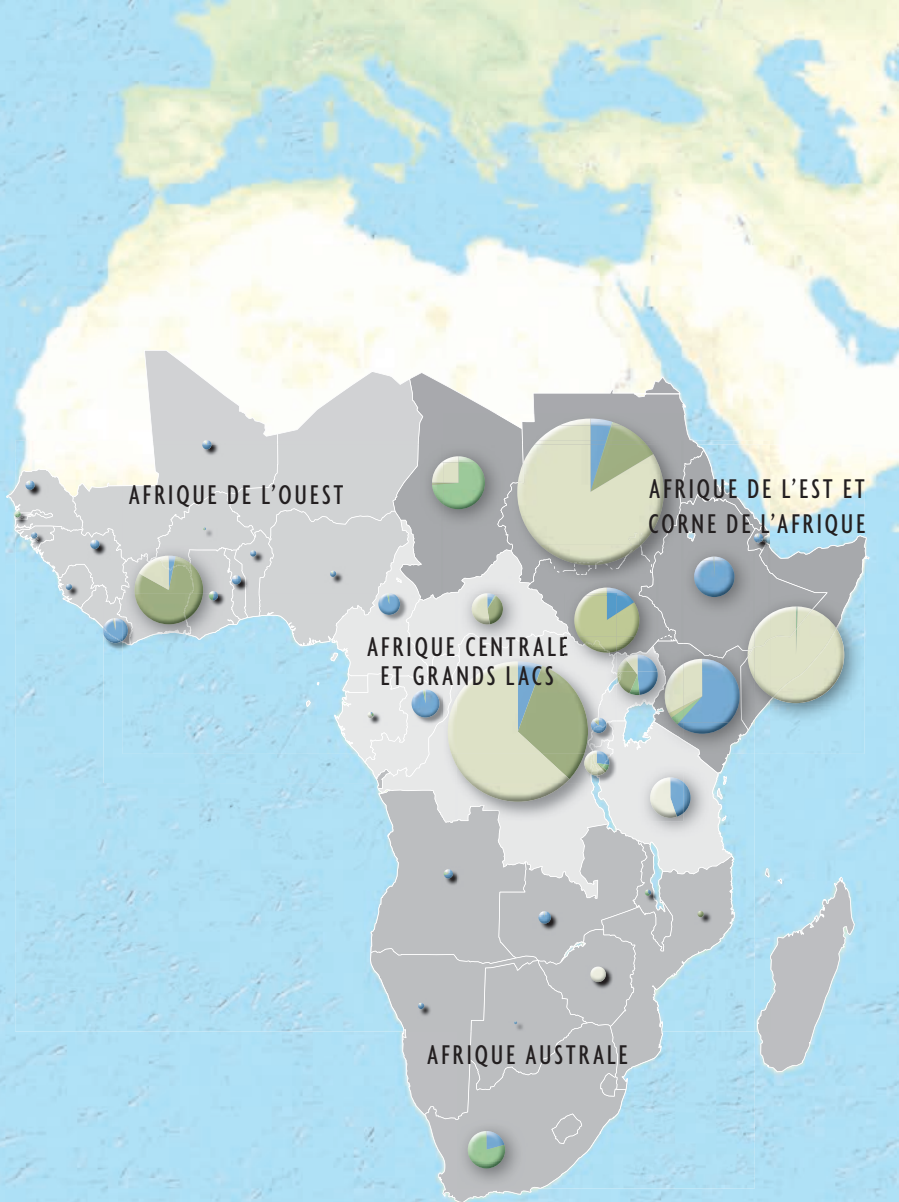
Selon les estimations, 25 pour cent des 7,5 millions de personnes que compte la population somalienne sont soit déplacées à l'intérieur de leur pays, soit réfugiées à l'étranger. La sécheresse, la famine et la violence ont forcé plus de 290 000 Somaliens à franchir la frontière en 2011. C'est pendant les mois d'été que le nombre d'arrivants a été le plus élevé, 24 000 personnes pénétrant en Éthiopie en juin et plus de 30 000 autres entrant au Kenya en août.

Le HCR a travaillé avec 464 partenaires gouvernementaux, onusiens et non gouvernementaux en Afrique. Sur les 325 ONG partenaires du Haut Commissariat, 160 étaient des ONG nationales. Comme les années précédentes, les ONG ont joué un rôle important dans la protection et dans l'assistance, aussi bien en assurant des services qu'en menant une action de sensibilisation. Le HCR a appuyé la mise en place d'un secrétariat pour l'*African NGO Task Force*, qui rassemble 35 ONG originaires du continent. Cet organisme a pour objectif d'améliorer la communication entre ONG africaines et de renforcer leurs capacités. La première session relative aux programmes du HCR, qui a été consacrée à la gestion axée sur les résultats, ainsi qu'aux examens et aux audits financiers, a eu lieu au début du mois de décembre au Burkina Faso, en présence des représentants de 12 ONG originaires d'Afrique de l'Ouest.

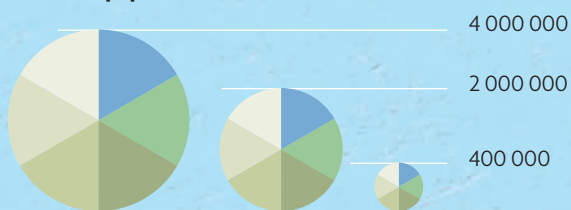
| Réalisations et impact |

Au Libéria, le HCR a offert protection et assistance à quelque 224 000 réfugiés ivoiriens. Dans un premier temps, la plupart ont été accueillis dans différents villages situés le long de la frontière des deux pays. Le nombre de réfugiés augmentant, le HCR a été obligé d'aménager cinq camps à l'est du Libéria pour assurer une prestation de services plus efficace. Au deuxième semestre, le retour des réfugiés est devenu envisageable et le HCR a conclu des accords tripartites de rapatriement librement consenti avec les Gouvernements de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Libéria et du Togo. Quelque 135 000 réfugiés ivoiriens, dont 96 000 en provenance du Libéria, étaient rentrés dans leur pays à la fin de l'année.

L'Organisation a renforcé sa capacité de réponse d'urgence en Éthiopie et au Kenya afin de subvenir aux besoins pressants des milliers de nouveaux arrivants en provenance de Somalie, qui comptaient dans leurs rangs un grand nombre d'enfants mal nourris. Elle a mis en place des structures pour enregistrer tous les nouveaux arrivants et leur distribuer des cartes de réfugié,



Taille des populations



- Réfugiés
- Demandeurs d'asile
- Personnes de retour (réfugiés et déplacés)
- Apatrides
- Déplacés internes
- Autres personnes relevant de la compétence du HCR

garantissant l'accès aux services essentiels et la reconnaissance de leurs droits dans leur pays d'asile. Les personnes qui avaient des besoins particuliers ont été recensées et ont fait l'objet d'une aide ciblée.

En Éthiopie, le HCR a ouvert trois camps dans la région de Dollo Ado en 2011, en complément des deux camps existants. En collaboration avec ses partenaires, il a rapidement intensifié ses activités dans les secteurs de la santé et de la nutrition, organisant notamment des campagnes massives de vaccination contre la rougeole et la polio. Les services de santé ont été décentralisés, ce qui a permis de toucher et de sensibiliser un plus grand nombre de personnes. En conséquence, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a été ramené bien au-dessous du seuil d'alerte.

Au Kenya, bon nombre de nouveaux arrivants se sont installés à la périphérie des camps existants, déjà surpeuplés, ce qui a rendu l'enregistrement et la prestation de services d'assistance particulièrement difficiles. Par la suite, quelque 70 000 réfugiés ont été transférés des zones les plus congestionnées vers les camps d'Ifo II et de Kambioos, nouvellement aménagés, où la prestation de services essentiels a été assurée de manière plus organisée et plus systématique. Au dernier trimestre, les conditions de sécurité se sont dégradées dans les camps, des travailleurs humanitaires étant enlevés et des membres des forces de l'ordre kenyanes ciblés par des engins explosifs improvisés. Ceci a eu un effet dramatique et négatif sur les opérations humanitaires dans les camps.

La recherche de solutions à la situation des réfugiés angolais, libériens et rwandais a progressé, en prévision de la cessation du statut de réfugié pour ces groupes. Comme les réfugiés qui s'étaient inscrits pour rentrer en 2011 n'ont pas tous pu le faire, les activités de rapatriement ont été poursuivies en 2012 pour les réfugiés angolais et libériens et se prolongeront jusqu'en 2013 pour les réfugiés rwandais.

Le HCR a recherché des possibilités d'intégration sur place, en particulier pour les réfugiés qui avaient tissé des liens solides avec leurs communautés d'accueil, y compris par le mariage. En Afrique de l'Ouest, les Libériens ont pu obtenir des permis de séjour et de travail, ce qui leur a permis de rester dans leur pays d'asile en qualité de ressortissants de la CEDEAO. La Zambie a annoncé que 10 000 réfugiés angolais seraient autorisés à s'intégrer sur place. Le Gouvernement ougandais s'est engagé à faciliter l'intégration sur place de certains réfugiés rwandais.

Le Gouvernement du Gabon a invoqué les clauses de cessation du statut pour les réfugiés originaires du Congo, avec entrée en vigueur au 13 juillet 2011. Cette mesure a concerné quelque 7 500 personnes, dont 6 500 ont eu la possibilité de solliciter des permis de séjour. À la fin de l'année, plus de 3 500 personnes avaient obtenu le statut de résident. Le HCR a pris en charge les frais administratifs de délivrance des permis dans la moitié des cas, notamment pour les personnes qui se trouvaient en situation de très grande vulnérabilité. L'Organisation a également soutenu le rapatriement librement consenti de plus de 700 individus.

En République-Unie de Tanzanie, le Gouvernement a suspendu le relogement et l'intégration des 162 000 anciens réfugiés burundais, ce qui constituait la dernière étape du processus de naturalisation leur conférant la nationalité tanzanienne. Le Gouvernement souhaitait permettre de la sorte d'autres consultations avec les autorités régionales et locales et les acteurs politiques, de manière à vaincre une résistance croissante au processus. Il a été assuré au HCR que le processus d'intégration sur place se poursuivrait, mais peut-être selon des modalités différentes de ce qui avait été prévu initialement. Néanmoins, les individus concernés ne savaient pas s'ils

pourraient rester dans les anciennes zones d'installation ou s'il leur faudrait déménager. Cette incertitude a eu une incidence négative sur leur vie, notamment en ce qui concerne la poursuite des activités agricoles et des études. Par exemple, un millier d'enfants qui avaient achevé le collège n'ont pu poursuivre leurs études, l'enseignement secondaire ayant été arrêté dans les anciennes zones d'installation.

Le HCR a mis un terme à ses opérations de protection et d'assistance auprès des déplacés internes au nord de l'Ouganda et fermé son bureau à Gulu. Environ 95 pour cent des Ougandais déplacés par les combats entre les forces gouvernementales ougandaises et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), dont le nombre était estimé à 1,84 million et qui vivaient dans 251 camps dispersés dans 11 districts au nord de l'Ouganda au plus fort de la crise, ont regagné leur domicile ou se sont installés dans d'autres régions.

La situation d'urgence créée par l'afflux de réfugiés somaliens a engendré des défis à bien des égards mais a également donné au HCR l'occasion de renforcer ses partenariats. Au titre du projet de la Banque mondiale pour la santé et la nutrition en situation d'urgence dans la Corne de l'Afrique, le HCR a reçu une première subvention importante pour exécuter des activités dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, de la santé et de la nutrition dans les camps de Dadaab et de Dollo Ado, respectivement situés au Kenya et en Éthiopie. Le partenariat noué avec la Fondation IKEA au Soudan oriental a continué à profiter aux Érythréens réfugiés de longue date et à leurs enfants. La Fondation a fait une généreuse contribution supplémentaire pour améliorer les conditions de vie dans les camps de réfugiés somaliens situés en Éthiopie et au Kenya, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles, ainsi que l'éducation et les moyens de subsistance.

Contraintes

Si les crises survenues en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et dans la Corne ont montré que le principe de non-refoulement était largement respecté, quelques rapatriements forcés et fermetures de frontières ont suscité l'inquiétude. En Afrique australe, l'intensification des contrôles aux frontières et l'application du principe du « premier pays d'asile » ont eu de graves conséquences sur un certain nombre de demandes d'asile. Les services d'asile nationaux étaient toujours débordés et un grand nombre de personnes sont entrées dans la filière d'asile via des mouvements migratoires mixtes, ce qui a eu des effets préjudiciables sur la qualité des procédures de détermination du statut de réfugié.

Bon nombre de personnes relevant de la compétence du HCR vivent dans des régions isolées et très pauvres. La présence prolongée d'une importante population réfugiée peut peser très lourdement sur l'environnement et sur les ressources locales, telles que les vivres, l'eau et le bois de chauffe, ainsi que sur les services de santé et d'enseignement. À mesure que les rivalités au sujet des ressources s'intensifient, les relations avec les communautés d'accueil se tendent, ce qui engendre de nouveaux problèmes de protection ou aggrave les risques existants.

Les conditions de sécurité précaires auxquelles sont exposés les réfugiés et les travailleurs humanitaires ont continué à représenter une grave contrainte dans beaucoup d'opérations. Le HCR et ses partenaires ont été contraints de réduire leur présence dans les camps de Dadaab, au nord du Kenya, en raison des risques d'enlèvements et d'attentats perpétrés au moyen de bombes artisanales.

Cependant, la révision de la planification et la participation plus intense des communautés réfugiées ont permis de maintenir la prestation de services dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Au Tchad, quelque 4 500 réfugiés centrafricains ont été transférés de la zone frontalière vers un site plus sûr, en raison des répercussions transfrontalières des conflits qui troublaient le nord de la République centrafricaine. Du fait de la dégradation des conditions de sécurité, il a été nécessaire de reloger les Soudanais réfugiés en Éthiopie et au Soudan du Sud dans des secteurs situés à plus grande distance de la frontière, en dépit des réticences manifestées par certains d'entre eux.

Dans bien des endroits en Afrique, la lutte contre la violence sexuelle et sexiste est sérieusement entravée par l'impunité, le laxisme des forces de l'ordre et le manque de moyens de la justice. Plus de 8 900 viols ont été signalés dans les provinces situées à l'est de la RDC en 2011. La plupart des victimes connaissaient l'identité de leurs agresseurs mais ces derniers n'ont pas été traduits en justice en raison du manque de ressources, de capacités ou de volonté politique. Dans le nord du Congo, 90 affaires de violence sexuelle et sexiste, dont 67 impliquant des mineurs, ont été signalées ; pourtant, aucun cas n'avait été entendu à la fin de l'année. À Djibouti, en revanche, la mise en place d'audiences foraines a permis de traduire en justice un plus grand nombre d'agresseurs. Associée à un dispositif d'intervention mieux coordonné et à l'installation de lampadaires solaires, cette mesure a permis de réduire les violences sexuelles et sexistes dans le camp de réfugiés d'Ali Addeh. ■

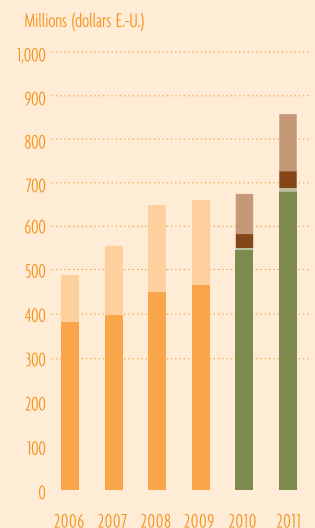
Informations financières

Le budget des opérations du

HCR en Afrique subsaharienne est passé de 1,5 milliard de dollars E.-U. – montant initialement approuvé par le Comité exécutif – à 1,79 milliard à la fin de l'année. Cette somme représentait environ 47 pour cent du budget global du Haut Commissariat. L'augmentation a essentiellement été motivée par les situations d'urgence survenues en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en Afrique de l'Est et dans la Corne. Les dépenses se sont élevées à 857,7 millions de dollars E.-U., soit 50 pour cent des dépenses totales du HCR, contre 675 millions de dollars E.-U. en 2010.

Les crises en Côte d'Ivoire et en Somalie faisant la une de l'actualité, un grand nombre d'autres opérations – plus modestes ou prolongées – ont continué de souffrir d'un grave sous-financement. Citons, à titre d'exemple, la République centrafricaine, le Congo, Djibouti, l'Érythrée, le Gabon et la Zambie. Ces opérations ont essentiellement recours à des contributions non affectées, ou affectées à l'échelle régionale, pour poursuivre l'exécution de leurs programmes.

Dépenses en Afrique 2006-2011



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | dollars E.-U.

Pays		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	Total
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour la réintégration	Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS						
Burundi	Budget	34 335 705	285 362	9 180 489	640 016	44 441 572
	Dépenses	20 811 830	283 885	3 496 386	331 538	24 923 639
Cameroun	Budget	22 513 527	1 063 000	0	0	23 576 527
	Dépenses	12 933 777	224 556	0	0	13 158 333
République centrafricaine	Budget	12 828 989	910 012	0	10 685 653	24 424 654
	Dépenses	6 831 305	78 208	0	3 309 641	10 219 154
Congo	Budget	27 569 884	0	0	0	27 569 884
	Dépenses	15 676 571	0	0	0	15 676 571
République démocratique du Congo ¹	Budget	58 460 316	1 984 749	20 183 182	58 983 642	139 611 889
	Dépenses	37 435 575	1 268 697	9 790 711	20 724 485	69 219 468
Gabon	Budget	7 930 082	0	0	0	7 930 082
	Dépenses	3 654 925	0	0	0	3 654 925
Rwanda	Budget	31 713 110	0	2 799 319	0	34 512 429
	Dépenses	12 184 518	0	491 023	0	12 675 541
République-Unie de Tanzanie	Budget	16 414 297	0	75 184 498	0	91 598 795
	Dépenses	15 037 904	0	8 782 588	0	23 820 492
Sous-total	Budget	211 765 910	4 243 123	107 347 488	70 309 311	393 665 832
	Dépenses	124 566 405	1 855 346	22 560 708	24 365 664	173 348 123
AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE						
Tchad	Budget	182 346 557	0	0	24 806 769	207 153 326
	Dépenses	100 140 300	0	0	8 540 339	108 680 639
Djibouti	Budget	26 157 519	141 150	0	0	26 298 669
	Dépenses	9 749 955	104 121	0	0	9 854 076
Érythrée	Budget	9 953 520	0	0	500 000	10 453 520
	Dépenses	4 576 074	0	0	0	4 576 074
Éthiopie	Budget	198 637 539	234 656	0	449 656	199 321 851
	Dépenses	76 354 035	99 075	0	99 075	76 552 185
Éthiopie (Représentation du HCR auprès de l'UA et de la CEA)	Budget	1 696 565	0	0	0	1 696 565
	Dépenses	1 272 145	0	0	0	1 272 145
Kenya	Budget	215 342 937	452 184	0	470 587	216 265 708
	Dépenses	132 829 395	449 211	0	460 744	133 739 350
Kenya - Centre d'appui régional	Budget	11 624 122	0	0	0	11 624 122
	Dépenses	6 660 307	0	0	0	6 660 307
Somalie	Budget	13 052 954	0	3 306 525	61 217 040	77 576 519
	Dépenses	4 580 113	0	1 528 531	26 197 105	32 305 749
Soudan ²	Budget	101 634 350	6 751 513	7 977 786	122 766 529	239 130 178
	Dépenses	62 498 539	2 425 697	5 169 619	57 041 688	127 135 543
Ouganda	Budget	66 658 305	378 000	0	9 542 675	76 578 980
	Dépenses	21 993 694	371 653	0	4 651 776	27 017 123
Activités régionales	Budget	3 817 501	2 000 000	0	0	5 817 501
	Dépenses	138 975	0	0	0	138 975
Sous-total	Budget	830 921 869	9 957 503	11 284 311	219 753 256	1 071 916 939
	Dépenses	420 793 532	3 449 757	6 698 150	96 990 727	527 932 166

Pays		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	Total
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour la réintégration	Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE DE L'OUEST						
Côte d'Ivoire	Budget	13 418 143	4 308 243	1 599 966	27 927 856	47 254 208
	Dépenses	4 746 018	1 555 958	1 297 236	5 370 679	12 969 891
Ghana	Budget	13 121 409	0	1 764 316	0	14 885 725
	Dépenses	8 263 404	0	462 017	0	8 725 421
Guinée	Budget	5 318 968	0	2 911 645	0	8 230 613
	Dépenses	3 433 963	0	2 010 580	0	5 444 543
Libéria	Budget	84 939 469	0	5 283 256	0	90 222 725
	Dépenses	46 564 552	0	4 551 843	0	51 116 395
Sénégal - Bureau régional ³	Budget	56 513 304	734 910	7 888 856	1 144 719	66 281 789
	Dépenses	28 649 310	479 139	1 239 132	1 134 490	31 502 071
Sous-total	Budget	173 311 293	5 043 153	19 448 039	29 072 575	226 875 060
	Dépenses	91 657 247	2 035 097	9 560 808	6 505 169	109 758 321
AFRIQUE AUSTRALE						
Angola	Budget	8 508 489	0	891 459	0	9 399 948
	Dépenses	5 376 700	0	0	0	5 376 700
Botswana	Budget	4 028 897	0	0	0	4 028 897
	Dépenses	3 234 994	0	0	0	3 234 994
Malawi	Budget	3 615 655	0	0	0	3 615 655
	Dépenses	3 081 863	0	0	0	3 081 863
Mozambique	Budget	5 379 985	403 558	0	0	5 783 543
	Dépenses	3 859 152	343 427	0	0	4 202 579
Namibie	Budget	4 523 007	0	75 189	0	4 598 196
	Dépenses	3 221 306	0	62 179	0	3 283 485
Afrique du Sud - Bureau régional ⁴	Budget	40 135 780	1 031 941	0	0	41 167 721
	Dépenses	11 604 488	629 131	0	0	12 233 619
Zambie	Budget	14 555 582	0	0	0	14 555 582
	Dépenses	9 732 875	0	0	0	9 732 875
Zimbabwe	Budget	4 054 654	790 154	1 561 454	4 432 293	10 838 555
	Dépenses	3 091 780	289 568	358 911	1 816 898	5 557 157
Sous-total	Budget	84 802 049	2 225 653	2 528 102	4 432 293	93 988 097
	Dépenses	43 203 158	1 262 126	421 090	1 816 898	46 703 272
Total	Budget	1300 801 121	21 469 432	140 607 940	323 567 435	1 786 445 928
	Dépenses	680 220 342	8 602 326	39 240 756	129 678 458	857 741 882

¹ Coordonne les activités au Gabon et au Congo.

² Les activités pour le Soudan du Sud seront rapportées séparément à partir de 2012.

³ Inclut les activités au Bénin, au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Nigéria, en Sierra Leone et au Togo.

⁴ Inclut les activités régionales en Afrique australe.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | dollars E.-U.

Donateur	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
Banque africaine de développement	630 000					630 000
Union africaine	365 000			400 000		765 000
Australie	2 028 398				18 677 075	20 705 472
<i>Australia for UNHCR</i>	4 171 984			1 478 315	105 070	5 755 370
Autriche	142 653				1 726 650	1 869 304
Fondation sociale BASF	272 851					272 851
Belgique	6 829 527		1 364 256	4 096 502		12 290 286
Brésil	1 000 000		580 000		746 034	2 326 034
Canada	10 927 987			80 727	11 854 669	22 863 382
CERF	19 639 062			9 382 020		29 021 082
<i>Charities Aid Foundation</i>					68 905	68 905
<i>Comitato Collaborazione Medica</i>	143 340					143 340
Fonds commun humanitaire pour la Somalie				2 697 469		2 697 469
Fonds commun humanitaire pour la RCA				283 000		283 000
Fonds commun humanitaire pour la RDC				1 798 901		1 798 901
Fonds commun humanitaire pour le Soudan	2 492 244			5 110 938		7 603 182
Danemark	1 918 281		1 145 374	2 026 432	9 508 793	14 598 880
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	500 000					500 000
Égypte					25 000	25 000
<i>España con ACNUR (Espagne)</i>	1 021 260				1 532 898	2 554 158
Estonie			55 763	12 450	157 041	225 254
Union européenne	46 671 731		1 955 190	8 990 261		57 617 182
Finlande				435 182	13 226 161	13 661 343
<i>Fundação Calouste Gulbenkian</i>	145 349					145 349
France	1 796 297			3 666 662	2 117 428	7 580 387
Fondation Lebara	141 443					141 443
<i>ShelterBox Trust Limited</i>	500 000					500 000
Allemagne	15 353 535		1 849 970	1 715 548	1 364 256	20 283 309
GOAL Irlande	18 948					18 948
Saint-Siège	15 000					15 000
Donations en ligne au Siège					11 747	11 747
Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)	739 241		72 760	51 360		863 361
Comité international olympique	84 697			40 000	100 000	224 697
Irlande	1 235 946				715 308	1 951 254
Italie	565 751			1 715 103		2 280 854
Japon	47 370 543	680 000	4 302 097	16 428 538	26 468 054	95 249 232
<i>Japan Association for UNHCR</i>	188 053				379 430	567 483
Liechtenstein					108 460	108 460
Luxembourg	394 218				4 776 610	5 170 828
Monaco					131 406	131 406
Pays-Bas	3 019 355	392 091			5 625 000	9 036 446
Nouvelle-Zélande				786 100	872 500	1 658 600
Norvège	1 945 101		100 000	1 733 853	10 216 540	13 995 494
Fondation Novartis	775 000					775 000
Fonds de l'OPEP pour le développement international	429 234					429 234
Pologne					331 166	331 166
Donateurs privés en Autriche					35 714	35 714
Donateurs privés au Canada				2 935	160 285	163 220

<i>Donateur</i>	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
Donateurs privés en Chine				113 968	681 186	795 154
Donateurs privés en Grèce					22 197	22 197
Donateurs privés en Italie	843 311				716 743	1 560 054
Donateurs privés au Japon					1 000 000	1 000 000
Donateurs privés en Jordanie					1 133	1 133
Donateurs privés au Kenya	7 818					7 818
Donateurs privés en République de Corée	240 658				39 077	279 734
Donateurs privés aux Pays-Bas	63 380					63 380
Donateurs privés au Portugal	183 834					183 834
Donateurs privés en Suède					177 545	177 545
Donateurs privés en Suisse					231	231
Donateurs privés aux Émirats arabes unis					13 171	13 171
Donateurs privés au Royaume-Uni	22 093				26 936	49 029
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique					21 427	21 427
Procter & Gamble	45 866					45 866
<i>Redes Energeticas Nacionas</i>	34 200					34 200
République de Corée	1 000 000			400 000	500 000	1 900 000
Slovénie					96 022	96 022
Afrique du Sud					216 377	216 377
Espagne	8 313 002		1 144 774	1 371 742	4 134 212	14 963 731
Fonds de stabilisation et de relèvement pour la RDC	270 000					270 000
Fondation IKEA	19 822 480					19 822 480
<i>Stichting Vluchteling</i>				134 993		134 993
<i>Svenska Cellulosa Aktiebolaget</i>	60 924					60 924
Suède					16 663 518	16 663 518
<i>Swedish Postcode Lottery</i>	320 137					320 137
Suisse	4 116 713	21 505	90 000	3 047 577	1 612 903	8 888 698
La fondation LEGO					184 094	184 094
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	689 765					689 765
Fonds des Nations Unies "Unis dans l'action"	1 197 750				76 565	1 274 315
Programme des Nations Unies pour le développement	6 220 411					6 220 411
Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la consolidation de la paix	2 400 744		67 530	5 510 541		7 978 815
Fonds des Nations Unies pour la population	411 258					411 258
Programme commun des Nations sur le VIH et le sida	703 563					703 563
Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la sécurité humaine	481 550					481 550
<i>Fast Retailing Co., Ltd. (UNIQLO)</i>	262 403				1 000 000	1 262 403
Royaume-Uni	19 614 201			3 086 420		22 700 621
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	663 017					663 017
États-Unis d'Amérique	30 955 037			7 800 000	229 100 000	267 855 037
<i>Deutsche Stiftung für UNO-Flüchtlingshilfe</i>	1 294 118			274 725	2 621 554	4 190 397
<i>USA for UNHCR</i>	608 572			53 120	956 300	1 617 992
Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane				533 333		533 333
Banque mondiale	10 470 430					10 470 430
Total	284 789 264	1 093 596	12 727 714	85 258 715	370 903 393	754 772 683